

Commune de

## ALTORF

### RAPPORT DE PRESENTATION

#### REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE APPROBATION

Vu pour être annexé à  
la délibération du

06 JUIL. 2015

A Altorf le  
15 juillet 2015

Le Maire



Gerard ADOLPH

DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

COMMUNE D'ALTORF



## Règlement local de publicité

**RAPPORT DE PRESENTATION**

**Juin 2015**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>PREAMBULE</b>   | <b>3</b>  |
| <b>LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE</b>   | <b>3</b>  |
| <b>DEFINITIONS</b>   | <b>3</b>  |
| <b>LA PUBLICITE : PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA REGLEMENTATION NATIONALE</b>  | <b>3</b>  |
| <b>LES ENSEIGNES : PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA REGLEMENTATION NATIONALE</b>   | <b>5</b>  |
| <b>LES PRE-ENSEIGNES</b>   | <b>6</b>  |
| <b>LES ZONES REGLEMENTEES DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE</b>  | <b>7</b>  |
| <b>LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE</b>   | <b>7</b>  |
| <b>LE CONTEXTE URBAIN ET ENVIRONNEMENTAL</b>   | <b>7</b>  |
| <b>SITUATION ET INTERCOMMUNALITE</b>   | <b>7</b>  |
| <b>LA STRUCTURE SPATIALE URBAINE</b>   | <b>9</b>  |
| <b>LES EQUIPEMENTS PUBLICS ET LES ACTIVITES</b>  | <b>9</b>  |
| <b>LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET MONUMENTAL PROTEGE</b>   | <b>10</b> |
| <b>LE DIAGNOSTIC</b>   | <b>11</b> |
| <b>LA METHODOLOGIE RETENUE</b>   | <b>11</b> |
| <b>LES ABORDS DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 392 CLASSEE ROUTE A GRANDE CIRCULATION</b>  | <b>11</b> |
| <b>LE NOYAU ANCIEN ET LES EXTENSIONS A DOMINANTE HABITAT</b>   | <b>15</b> |
| <b>LE SECTEUR DU JAEGERHOF</b>   | <b>17</b> |
| <b>LA ZONE D'ACTIVITES DE L'ACTIVEUM</b>   | <b>17</b> |
| <b>BILAN GENERAL</b>   | <b>21</b> |
| <b>LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS</b>   | <b>22</b> |
| <b>LES OBJECTIFS ATTENDUS DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE</b>  | <b>22</b> |
| <b>LES ORIENTATIONS RETENUES EN COHERENCE AVEC LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DU PLAN LOCAL D'URBANISME</b> | <b>22</b> |
| <b>LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RETENUES</b>  | <b>23</b> |
| <b>REGLES RELATIVES AUX PUBLICITES</b>   | <b>23</b> |
| <b>REGLES RELATIVES AUX ENSEIGNES</b>  | <b>24</b> |
| <b>L'EXPLICATION DES CHOIX RETENUS</b>   | <b>25</b> |

## PREAMBULE

### Le contexte réglementaire

Le règlement local de publicité est établi conformément aux dispositions du Code de l'Environnement et notamment les articles L 581-14 à L 581-14-3 et L 581-2.

Il permet d'adapter au contexte local les règles nationales régissant la présence de la publicité et des enseignes.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement instaure une réglementation nouvelle pour l'élaboration des documents de planification de l'affichage publicitaire dans les communes. Dorénavant les règles d'élaboration du règlement local de publicité devront être conformes à celles fixées par le P.L.U. et l'ensemble de la procédure sera menée à l'initiative du maire compétent en matière de P.L.U.

### Définitions

**Publicité** : constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou l'image, destinée à informer le public ou attirer son attention.

**Enseigne** : constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce. Est considéré comme immeuble l'unité foncière (bâtie ou non) où s'exerce l'activité.

**Pré-enseigne** : constitue une pré-enseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou s'exerce une activité déterminée. Les pré-enseignes sont soumises aux dispositions régissant la publicité.

### La publicité : principales dispositions de la réglementation nationale

#### Interdiction absolue de la publicité dans les secteurs les plus sensibles (article L 581-4 du code de l'environnement)

Toute publicité est interdite :

- Sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ;
- Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- Sur les arbres.

**Interdiction de la publicité hors agglomération à l'exception de certaines zones définies par le règlement local de publicité ou dans l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires. (article L 581-7 du code de l'environnement)**

En dehors des lieux qualifiés d'agglomération par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite. Elle est toutefois autorisée à l'intérieur de l'emprise des aéroports ainsi que des gares ferroviaires, selon des prescriptions fixées par décret en Conseil d'Etat. La publicité peut également être autorisée par le règlement local de publicité de l'autorité administrative compétente à proximité immédiate des établissements de centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération, dans le respect de la qualité de vie et du paysage et des critères, en particulier relatifs à la densité.

**Autres interdictions de la publicité avec possibilité de dérogation dans le règlement local de publicité**

A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

- Dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;
- A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire.

Il peut être dérogé à cette interdiction dans le cadre d'un règlement local de publicité.

**Supports interdits à la publicité**

La publicité est interdite :

- Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;
- Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m<sup>2</sup> ;
- Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;
- Sur les murs de cimetière et de jardin public.

La publicité ne peut être apposée :

- à moins de 0,50 mètre du niveau du sol.
- sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

### **Les surfaces autorisées**

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant 4 mètres carrés, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

### **La règle de densité**

Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaire.

Par exception, il peut être installé :

- soit deux dispositifs publicitaires alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support ;
- soit deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaire.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaire, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première.

## **Les enseignes : principales dispositions de la réglementation nationale**

Il existe un droit à l'enseigne. Quelle que soit le lieu, une activité a, sous conditions, le droit d'installer une enseigne. Elles doivent être constituées de matériaux durables et maintenus en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

## Principales prescriptions nationales relatives aux enseignes

| Type de dispositif  | Prescriptions   |
|---|---|
| Enseigne scellée au sol de moins de 1 m <sup>2</sup>          | Aucune  |
| Enseigne scellée au sol de plus de 1 m <sup>2</sup>           | Surface maximale autorisée : 6 m <sup>2</sup>   |
| Enseigne murale apposée à plat sur un mur ou parallèle au mur | Ne doit pas dépasser les limites du mur, ni constituer une saillie de plus de 0,25 mètre par rapport à lui  |
| Enseigne sur surface commerciale                              | La surface cumulée est limitée à 15 % de la surface la façade commerciale<br><br>Cette surface est portée à 25% de la surface de la façade commerciale lorsque cette dernière est inférieure à 50 m <sup>2</sup>  |
| Enseignes perpendiculaires au mur                             | La saillie doit être inférieure au 1/10ème de la distance séparant les 2 alignements de la voie publique,<br><br>Saillie de 2 mètres maximum<br><br>Interdites devant les fenêtres et balcons   |
| Enseigne sur toiture  | <b>Si l'activité occupe plus de la moitié du bâtiment :</b><br><br>- hauteur de 3 mètres maximum si la hauteur de façade est inférieure ou égale à 15 mètres<br><br>- 1/5ème de la hauteur limitée à 6 mètres dans le cas où la façade mesure plus de 15 mètres de haut,<br><br>- La surface cumulée est limitée à 60 m <sup>2</sup> .<br><br><b>Si l'activité occupe moins de la moitié du bâtiment,</b> les enseignes obéissent aux règles qui régissent les dispositifs publicitaires sur toiture ou terrasses en tenant lieu. |

## Les pré-enseignes

Elles sont soumises aux mêmes règles que la publicité à l'exception des pré-enseignes dérogatoires admises hors agglomération.

La surface maximale des pré-enseignes dérogatoires est de 1 x 1,50 mètre. Elles doivent être installées à 5 kilomètres au plus de l'activité signalée.

## Les zones réglementées du règlement local de publicité

Les zones réglementées du règlement local de publicité comportent les règles locales qui sont, sauf exceptions, plus restrictives que celles édictées par le code de l'environnement qui constituent le règlement national.

## Le règlement local de publicité

Le règlement local de publicité comprend les documents suivants :

- Le rapport de présentation

Il s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations de la commune en matière de publicité extérieure notamment de densité et d'harmonisation et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.

- Les documents réglementaires

Cette partie comprend les prescriptions en adaptant les dispositions prévues à l'article L581-9 du code de l'environnement.

Le document écrit fixe les modifications du règlement national par types d'objets visés.

Les documents graphiques font apparaître les zonages identifiés par le règlement local de publicité, ainsi que les limites d'agglomération définies par les arrêtés municipaux correspondants.

## LE CONTEXTE URBAIN ET ENVIRONNEMENTAL

### Situation et intercommunalité

Située à 23 km de Strasbourg et 5 km de Molsheim, la commune fait partie de la communauté de communes de la région de Molsheim Mutzig.

Cette entité s'est regroupée avec la communauté de communes de la Vallée de la Bruche ainsi que trois autres communes afin de créer le Syndicat Mixte du SCOT de la Bruche comprenant 44 communes au total. Le syndicat mixte conduit le projet de SCOT actuellement en cours d'élaboration.

Le territoire de la commune d'Altorf compte 1242 habitants en 2009 et couvre environ 1019 hectares.





## La structure spatiale urbaine

Autrefois, la commune d'Altorf s'est développée à l'ouest de l'abbatiale bénédictine au croisement de l'ancienne voie romaine reliant Strasbourg au Donon et la voie reliant Dachstein à Griesheim. La route de Strasbourg (RD 392) a ensuite été décalée au sud de l'agglomération provoquant un développement parallèle de l'urbanisation sur ce nouvel axe structurant classé route à grande circulation.

Aujourd'hui la circulation de transit vers Molsheim et la vallée du Schirmeck s'effectue encore plus au sud, par l'autoroute A 352.

Depuis la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le village s'est transformé et étendu avec le développement de l'habitat résidentiel individuel lié aux phénomènes de péri urbanisation.

Dans le noyau ancien certaines implantations pavillonnaires et plus récemment des petits collectifs ont été réalisés en substitution de dépendances parfois dans un état dégradé.

Le développement de l'habitat pavillonnaire essentiellement sous forme de lotissements a conduit à la création des nouveaux quartiers "Nord" en discontinuité du noyau ancien villageois.

Au nord du ban communal, on distingue deux autres secteurs urbanisés :

- en limite de Dachstein et Molsheim, le secteur autour du château du Jaegerhof,
- en limite de Duttlenheim, la zone d'activités intercommunale de L'Activeum.

## Les équipements publics et les activités

Les bâtiments et équipements publics sont implantés d'une part dans le noyau ancien (mairie, centre de première intervention, bibliothèque...) et d'autre part à proximité des nouveaux quartiers pavillonnaires nord (groupe scolaire, terrains de sport et de jeux, maison du temps libre...).

Dans le centre ancien, la commune conserve quelques commerces, services et restaurants et plusieurs entreprises de construction.

Par ailleurs, la commune héberge une grande charcuterie industrielle au nord du ban communal, dans le secteur du Jaegerhof et de nombreux établissements aux activités variées dans la récente zone d'activités intercommunale de L'Activeum.

## Le patrimoine architectural et monumental protégé

L'abbatiale bénédictine, l'église Saint-Cyriaque, les dépendances (grange dîmière ...), les jardins, les murs d'enceinte constituent le patrimoine majeur d'Altorf.



***Les jardins de l'abbaye et l'église Saint-Cyriaque***



***La maison abbatiale et l'église Saint-Cyriaque***

### La méthodologie retenue

Un relevé des enseignes, publicités pré-enseignes est effectué sur l'ensemble du territoire communal.

L'analyse est effectuée sur les différents secteurs de la commune qui présentent chacun leurs caractéristiques propres :

- les abords de la route départementale 392 classée route à grande circulation,
- le noyau ancien de la commune et les extensions urbaines à dominante habitat,
- le secteur du Jaegerhof,
- la zone intercommunale d'activités de l'Activeum,

A partir d'une analyse des enseignes, publicités, pré-enseignes et signalétique existantes, un diagnostic basé sur un travail de terrain et une analyse critique permet de mettre en évidence les enjeux de cette problématique à l'échelle de la commune.

### Les abords de la route départementale 392 classée route à grande circulation

Les enseignes relevées sont de différents types :

- enseignes murales apposées à plat ou parallèles au mur,
- enseigne au sol (totem de moins de 1 m<sup>2</sup>)

Les différents types de dispositifs publicitaires relevés sont :

- dispositifs scellés ou posés au sol,
- panneau publicitaire sur un mur aveugle de bâtiment,
- préenseignes et publicités apposées sur des clôtures.





Préenseigne + Publicité



Enseignes



Enseigne



Préenseigne



Enseigne



Publicité





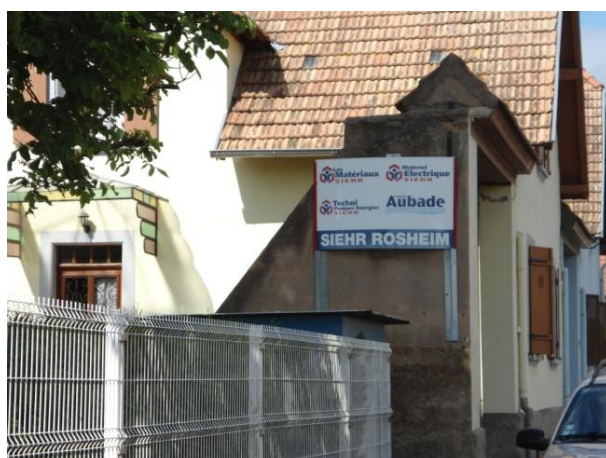
Enseigne + Publicités



Enseigne + Publicités



Enseigne temporaire



Publicité



Publicité

A l'échelle de l'ensemble du territoire, les publicités sont situées en majorité le long de cet axe routier. Plusieurs dispositifs ne respectent pas la réglementation en vigueur. Les principales infractions recensées concernent :

- la présence d'enseignes, de préenseignes, et de publicités apposées sur **des clôtures non aveugles**,
- la règle de densité des dispositifs de publicité n'est pas respectée : deux dispositifs maximum sont autorisés lorsque le côté de l'unité foncière bordant la voie est compris entre 40 et 80 mètres,
- un dispositif mural dépasse la surface maximale autorisée de **4 m<sup>2</sup>** (agglomération de moins de 10 000 habitants).

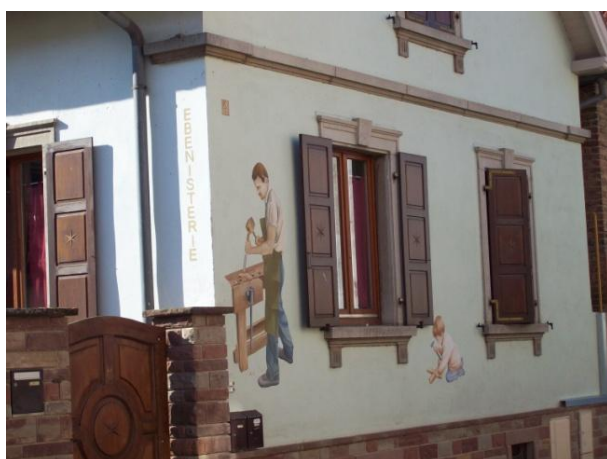
## Le noyau ancien et les extensions à dominante habitat

Les enseignes relevées sont de différents types :

- enseignes murales apposées à plat au mur,
- enseignes murales apposées parallèles au mur,

Les différents types de dispositifs publicitaires relevés sont :

- panneaux publicitaires sur un mur aveugle de bâtiment,
- publicité sur un portail de bâtiment,
- publicités en bordure du terrain de football.



*Enseigne peinte*



*Enseigne*



*Enseigne*



*Enseigne*





Enseigne



Enseignes



Publicités



Publicité



Enseigne



Publicités

Une seule infraction à la réglementation a été relevée sur ce secteur :

- La présence d'une publicité sur un portail alors que celle -ci n'est autorisée que sur un mur aveugle ou ne comportant que des ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m².

## Le secteur du Jaegerhof



Enseigne



Enseigne



Pré-enseigne

Ce secteur étant situé hors agglomération la publicité y est interdite.

Aucune infraction à la réglementation n'y a été relevée.

## La zone d'activités de l'Activeum

Cette zone d'activités réalisée par la communauté de communes de la région de Molsheim Mutzig est soumise au règlement du lotissement approuvé en mars 2007. Il prévoit que :

*" Les enseignes doivent faire corps avec le bâtiment. Elles doivent être accolées au plan de façade ou posées contre le mur plein de la clôture au niveau de l'accès à la parcelle ou sur un socle à l'entrée de la parcelle."*

Dans le cadre de l'aménagement de la zone, la communauté de communes a récemment mis en place un plan et une signalétique à l'entrée de la zone d'activités.

Avant la réalisation de cette signalétique, et durant une période transitoire, plusieurs pré-enseignes avaient été mises en place par les entreprises. A l'occasion de l'achèvement des travaux d'aménagement de la zone, ces pré-enseignes seront démontées.



Signalétique mise en place par la communauté de communes, aménageur de la zone d'activités





*Totem en entrée de zone + Enseignes provisoires (signalant la location ou la vente)*



*Enseignes+ Enseignes provisoires (signalant la location ou la vente)*



*Enseigne*



*Enseigne*



*Enseigne + préenseignes provisoires*



*Préenseigne provisoire*



*Enseigne*



*Enseigne + préenseignes provisoires*



*Enseigne*



*Enseigne + préenseigne provisoire*





*Enseignes*



*Enseigne*



*Enseignes provisoires (signalant la location ou la vente)*



*Enseigne*



*Enseigne*



*Enseigne*



*Enseigne*

A l'exception des pré-enseignes provisoires, aucune infraction à la réglementation n'a été relevée sur ce secteur.

## Bilan général

Globalement, l'affichage existant s'insère correctement dans le tissu urbain.

Aucune publicité ni enseigne n'a été recensée dans le périmètre de 100 mètres autour de l'abbatiale.

Les infractions à la réglementation en vigueur se situent essentiellement aux abords de la RD 392.

L'application de la nouvelle réglementation issue de la loi Grenelle II va conduire à la suppression de certains de ces dispositifs publicitaires.

Il apparaît souhaitable de mieux encadrer les publicités aux abords de la RD 392 notamment en réduisant la densité afin d'éviter une trop forte concentration. En effet, dans ce secteur mixte d'habitat et d'activités où le linéaire de façade de terrain est souvent inférieur à 80 mètres voire 40 mètres, la norme de densité du règlement national permettrait un foisonnement des dispositifs de publicité le long de cet axe.

## LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

### Les objectifs attendus du règlement local de publicité

Les objectifs attendus du règlement local de publicité, définis par délibération du conseil municipal en date du 4 juin 2013 sont les suivants :

- Assurer une meilleure protection du cadre de vie, du paysage et du patrimoine urbain tout en tenant compte des besoins de publicité extérieure indispensables à l'activité économique ;
- D'établir, le cas échéant, en fonction des secteurs de la commune, des règles en vue d'améliorer l'intégration de l'affichage et des enseignes dans le paysage.

### Les orientations retenues en cohérence avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme la commune souhaite encourager l'implantation de commerces et services de proximité dans le tissu urbain existant préférentiellement dans le noyau ancien.

Ainsi, le règlement local de publicité à vocation à répondre notamment aux besoins des entreprises installées dans le tissu urbain.

Plusieurs entreprises ont été créées récemment et occupent des locaux mixtes habitation-activités. Cette tendance d'évolution a été observée le long de la RD 392.

Dans le cadre de la révision de son plan local d'urbanisme, la commune souhaite renforcer la protection des abords de l'abbatiale en encadrant l'évolution du bâti dans le secteur. Le règlement local de publicité répondra également à cet objectif.

En conséquence, aux objectifs initiaux de l'élaboration du règlement local de publicité s'ajoutent les objectifs retenus ci-après :

- Améliorer l'image de la commune notamment dans sa traversée au niveau de la RD 392,
- Protéger les abords de l'abbatiale,
- Maitriser la densité des dispositifs publicitaires en l'adaptant au contexte de la commune afin d'éviter la surenchère des enseignes,
- Encadrer les formats et le positionnement des enseignes afin de protéger le patrimoine bâti plus particulièrement dans le noyau ancien,
- Prendre en compte les besoins des entreprises en matière de communication (enseignes),
- Réduire la densité et le nombre d'affichages publicitaires.

## LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES RETENUES

### Règles relatives aux publicités

Le Code de l'Environnement permet de déroger dans le cadre d'un règlement local de publicité, aux dispositions de l'article L 581-8 en vue de permettre l'installation de publicités :

- Dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou autour des monuments historiques classés ;
- Dans les secteurs sauvegardés ;
- Dans les parcs naturels régionaux ;
- Dans les sites inscrits à l'inventaire et les zones de protection délimitées autour de ceux-ci ;
- A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire.

Afin de préserver les abords de l'abbatiale et de l'église St Cyriaque ainsi que le patrimoine architectural du noyau ancien villageois, la commune a décidé de ne pas déroger aux dispositions de cet article du Code de l'environnement visant à assouplir les règles notamment dans un périmètre de 100 mètres autour de l'abbatiale.



Le diagnostic a révélé un risque de foisonnement des dispositifs de publicités notamment le long de la RD 392. En effet, dans ce secteur mixte d'habitat et d'activités ainsi que dans le noyau ancien villageois, le linéaire de façade de terrain est souvent inférieur à 80 mètres voire 40 mètres. La norme de densité autorisée par l'article R 581 - 25 ne permet pas de respecter l'objectif fixé notamment d'assurer une meilleure protection du cadre de vie, du paysage et du patrimoine urbain.

Ainsi il a été décidé de n'autoriser qu'un seul dispositif publicitaire par unité foncière et ce indistinctement sur l'ensemble du territoire communal.

## Règles relatives aux enseignes

La majorité des enseignes recensées sur l'ensemble de la commune se situent le long de la RD392, dans le noyau ancien villageois et la zone d'activités. Globalement ces enseignes s'intègrent bien dans le contexte urbain et ne dénaturent pas le caractère des façades.

Afin de garantir une bonne intégration des ces enseignes, il a été décidé d'établir des règles plus restrictives que celles du règlement national.

Afin de proscrire les enseignes présentant des caissons surdimensionnés, les enseignes apposées à plat sur un mur ne devront pas constituer par rapport à lui une saillie de plus 0,10 mètre. (au lieu de 0,25 mètre prévu à l'article R 581-60 du règlement national).

De même afin de ne pas porter atteinte à la qualité du patrimoine bâti notamment dans le noyau ancien et de préserver le paysage urbain dans les autres secteurs de la commune, il est décidé d'interdire les enseignes sur les toitures et les terrasses. (autorisées par l'article R 581-62 du Code de l'Environnement)

Certaines prescriptions relatives à l'aspect des enseignes vont dans le sens de la recherche de la simplicité et de la discrétion afin de ne pas porter atteinte à l'aspect et à la qualité du bâti existant.

## L'EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

Les choix retenus répondent aux objectifs définis par délibération du conseil municipal en date du 4 juin 2013 et sont cohérents avec les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du plan local d'urbanisme.

**L'article 1** limite le nombre de dispositifs publicitaires à un seul quel que soit la longueur du côté bordant la voie ouverte à la circulation publique. Cette règle a pour objectif d'éviter le foisonnement des dispositifs de publicité notamment le long de la RD 392.

**L'article 2** vise à mieux encadrer l'aspect des enseignes dans un souci de préservation du patrimoine et plus particulièrement le bâti du noyau ancien.

**L'article 3** réglemente les dimensions des enseignes posées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur. Il limite la taille des enseignes en saillie dans un objectif de préservation du patrimoine bâti afin d'éviter les caissons surdimensionnés qui pourraient porter atteinte à l'aspect des bâtiments.

**L'article 4** interdit les enseignes sur toitures ou terrasses dans un souci de préservation du patrimoine et plus particulièrement le bâti du noyau ancien.

**L'article 5** réglemente la taille des enseignes scellées au sol dans un objectif de simplification de la règle.